



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le vingt mars à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 mars 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 33

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Edith LEROUX, Patrick DENISE, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAoui, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Celine VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Lea DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Aurélia JOPEK, Théo LAMBERT, Benoit NAOUS

Secrétaire de séance

Hakima BEDJAoui

CONSEIL MUNICIPAL du 20 mars 2026

M_DL260320_036

CONSEIL MUNICIPAL - CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - ARTICLE L.2122-22 - DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire - L'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet au Maire, par délégation du Conseil Municipal, d'être en charge, en tout ou partie et pour la durée du mandat de délégations.

Ces délégations sont exercées sous la forme de « **DECISIONS** » et sont exclusives, ce qui signifie que dès lors que le Conseil Municipal les a accordées, il ne peut plus délibérer sur le sujet concerné.

Cette délibération doit obligatoirement comporter des bornes qui en limitent le champ.

Il convient en ce début de mandat de la renouveler en y intégrant les dernières modifications législatives. L'objectif de cette délibération, prise par la plupart des villes est, en dehors de la volonté d'alléger les ordres du jour des Conseils Municipaux des questions mineures, **de rendre notre collectivité plus réactive** aux événements qui ne sont pas toujours prévisibles (urbanisme, marchés financiers, procédures au tribunal, etc...).

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le règlement délégué de l'Union européenne (UE) 2025/2152 du 22 octobre 2025 relatif à l'entrée en vigueur de nouveaux seuils pour les passations des marchés de fournitures, de services et de travaux et aux concours pour les années 2026 et 2027 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1413-1 ; L 2122-17 ; L 2122-18 ; L 2122-19 ; L 2122-22 et L 2122-23 ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la loi 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit ;

VU la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 modifiant l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi 2022-17 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

CONSIDÉRANT

- Que, conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie et pour la durée de son mandat, de délégations ;
- Que, conformément à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé de saisir, pour avis, la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de tout projet de délégation de services publics ou contrat de partenariat, avant que le Conseil Municipal ne se prononce ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De déléguer**, conformément aux articles L. 1413-1 et L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, au maire, les attributions ci-après , étant précisé que le Conseil Municipal peut, à tout instant mettre fin à cette délégation :

- 1) Arrêter et modifier **l'affectation des propriétés communales** utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2) Procéder, dans la limite de la recette d'emprunt décidée lors du vote des décisions budgétaires, à la **réalisation des emprunts** destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au -a- de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du -c- de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les taux des emprunts à taux fixe ne devront pas excéder 5 % et la marge sur taux indexés ne devra pas excéder 1,50% ;
- 3) Prendre toute décision concernant la **préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres** ainsi que toute décision concernant leurs avenants (y compris sans incidence financière), lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite des seuils des procédures formalisées publiées au journal officiel de l'Union Européenne dès leur entrée en vigueur en France ;
- 4) Décider de la conclusion et de la révision, y compris la résiliation, du **louage de choses** pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 5) Passer les **contrats d'assurance** ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 6) Créer, modifier ou supprimer les **régies comptables** nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 7) Prononcer la délivrance et la reprise des **concessions dans les cimetières** ;
- 8) Accepter les **dons et legs** qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 9) Décider **l'aliénation** de gré à gré de **biens mobiliers** jusqu'à 4.600 € ;
- 10) Fixer les rémunérations et de régler les frais et **honoraires** des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 11) Fixer, dans les limites de l'estimation des Services Fiscaux (Domaines), le **montant des offres** de la commune à notifier **aux expropriés** et de répondre à leurs demandes ;
- 12) Décider de la **création de classes** dans les établissements d'enseignement ;
- 13) Fixer les **reprises d'alignement** en application d'un document d'urbanisme ;
- 14) Exercer, au nom de la commune, **les droits de préemption** définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de

l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3, dans la limite de **1 000 000 €** ;

15) Intenter au nom de la commune toutes **actions en justice**, y compris en référé, devant toutes les juridictions sans exception (administratives, judiciaires, financières, ...),

- Défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, y compris en référé, devant toutes les juridictions sans exception (administratives, judiciaires, financières, ...)

- Former tous recours (opposition, appel, pourvoi en cassation, ...) et de défendre les intérêts de la commune contre tous recours formés contre les décisions des juridictions du 1er degré et du second degré ;

- Représenter la commune lors des instances de conciliation et d'intervenir en son nom dans les actions où elle y a intérêt ;

- Transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros ;

- Déposer plainte au nom de la ville auprès du Procureur de la République ;

- Constituer partie civile, par voie d'action ou d'intervention, dans les cas suivants :

- Vols et dégradations de biens mobiliers et immobiliers communaux ;
- Atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel municipal ;
- Démolition ou réparation des édifices menaçant ruine.

- Se désister de toute instance devant toute juridiction.

Cette autorisation recouvre l'ensemble des dossiers de toute nature auxquels la commune peut être confrontée du fait de l'ensemble de ses activités ;

16) Régler **les conséquences dommageables des accidents** dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de **500.000 €** ;

17) Donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local Établissement Public Foncier de Normandie par exemple à MONTIVILLIERS ;

18) De procéder au **dépôt et à la signature des demandes d'autorisations d'urbanisme** relative à la démolition, à la transformation et à l'édification des biens municipaux pour des biens municipaux d'une surface inférieure à 4 000 m² et relevant du champ d'application du permis de construire, de la déclaration préalable ou de permis de démolir ;

19) Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût de **l'équipement d'une zone d'aménagement** concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29/12/2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20) Réaliser **les lignes de trésorerie** sur la base d'un montant maximum fixé à **800.000 €** ;

21) Exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du Code de l'Urbanisme, au nom de la commune et dans la limite de **1 000 000 €**, **le droit de préemption** défini par l'article L.214-1 du même code ;

22) D'exercer au nom de la commune le **droit de priorité** défini aux articles L.240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

23) De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du Patrimoine relative à la réalisation de **diagnostics d'archéologie préventive** prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24) D'autoriser au nom de la commune le **renouvellement de l'adhésion** aux associations dont elle est membre ;

25) De demander aux organismes et collectivités financeurs, **l'attribution de subventions** pour les projets ayant fait l'objet de prévisions budgétaires ;

26) D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, **chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur au seuil fixé par décret** ;

27) D'autoriser les **mandats spéciaux** que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du code général des collectivités territoriales, ;

☛ En cas d'absence ou de tout autre empêchement du Maire dans les conditions de l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les attributions déléguées susmentionnées sont exercées par un adjoint dans l'ordre de nominations et, à défaut, par un conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau ;

☛ Les actes liés aux décisions prises en application des pouvoirs délégués au Maire par la présente délibération peuvent être signés par les agents communaux ayant reçu délégation de signature tels que cités à l'article L 2122-19 du code général des collectivités territoriales (Directeur général des services, directeurs généraux adjoints, directeurs et chefs de services) ;

Le Maire doit rendre compte au Conseil Municipal, qui suit, de l'usage de sa délégation. Les décisions prises à ce titre sont de plus annexées au procès-verbal de la séance concernée.

Les délégations consenties en application du 2° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 29

Contre : 3

Gilles LEBRETON, Aurélia JOPEK, Théo LAMBERT

Abstention : 1

Benoit NAOUS

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

